



Metz le 30 mai 2008.

Contribuables : nous nous battons pour vous aussi !

Pourquoi notre mouvement vous concerne ?

Vous attendez du service public d'être renseignés dans de bonnes conditions sur votre situation fiscale personnelle et vous avez raison d'avoir une telle attente. Vous êtes d'ailleurs de plus en plus nombreux à venir dans nos services, à nous téléphoner, à porter réclamation...

Mais nous sommes 10 % de moins par rapport à il y a 8 ans. Concrètement, pour vous, cela veut dire que vous attendez de plus en plus longtemps au guichet avant d'être renseignés ou encore que vos appels téléphoniques mettront davantage de temps à aboutir.

Cela veut également dire que nous ne pourrions dégager suffisamment de moyens pour gérer correctement les dossiers ou encore pour lutter efficacement contre la fraude fiscale. On a bien vu, avec l'affaire du Lichtenstein, que la fraude fiscale était importante. Tous les travaux menés sur ce sujet montrent que la fraude fiscale est supérieure au déficit de l'Etat (plus de 40 milliards d'euros par an). Or, ce qui est fraudé par les uns est payé par les autres (les contribuables honnêtes !). Mais nous sommes moins nombreux pour détecter la fraude et pour la combattre.

Le service public est de moins en moins présent et accessible : le nombre de trésoreries de proximité est passé de 4.000 en 1998 à peine plus de 3.000 aujourd'hui. Concrètement, cela veut dire que vous êtes de plus en plus nombreux à devoir faire plus de kilomètres pour avoir accès au service public.

Demain, on vous promet pire !

Les projets du gouvernement sont clairs : ils vont accélérer ces évolutions. « Moins de service public, moins de fonctionnaires », voilà ce qui est promis. De plus, le gouvernement veut remettre en cause le statut de la fonction publique, embaucher des salariés sous contrat, rémunérer les agents suivant leur rendement...

Concrètement, pour vous, cela veut dire que les emplois publics seront plus précaires (ce seront des contractuels voire des intérimaires et pas des emplois stables et durables), moins bien formés donc moins efficaces. Le statut de la fonction publique permet, historiquement, de garantir une égalité de traitement des usagers, une indépendance dans les missions de service public et une égalité des chances dans l'accès aux emplois de la fonction publique. Ce sont ces garanties qui sont attaquées frontalement avec les projets du gouvernement (notamment celui sur la mobilité).

Enfin, être payé au rendement est dangereux pour vous : imaginez-vous le contrôle fiscal rémunéré en fonction des redressements ? Imaginez-vous que l'accueil soit limité à trois minutes par contribuable pour en recevoir le plus possible ?

Nous voulons un service public neutre qui garantit l'intérêt général, les agents des Impôts et du Trésor ne se battent pas pour des privilèges : ils veulent de meilleures conditions pour exercer leurs missions, pour un véritable service public.